



GABEGIE DES BANQUES ET DE L'ETAT : Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition.

Comme en Espagne, en Italie, au Portugal et en Grèce, c'est maintenant, conformément aux diktats des marchés financiers, de l'Union européenne et de ses relais institutionnels, au tour de notre pays de subir une succession et une amplification de plans d'austérités et de mesures antisociales.

Le troisième plan d'austérité en moins de 3 mois de Fillon décidé le 07 novembre 2011 et renforcé le 14 novembre, cherche encore et toujours à faire payer par les salariés la dette dont seuls le gouvernement et les politiques libérales sont responsables.

Parmi les mesures prises le 07 novembre sont prévus :

- Gel du montant de la plupart des prestations sociales et indexation de ces prestations sur une hypothétique croissance attendue.
- Hausse à 7% du taux réduit de la TVA (sauf produits dits de première nécessité), avec pour conséquence, les titres de transport, les livres, la rénovation des logements plus chers.
- Augmentation des impôts par le biais de la désindexation des barèmes. Les maigres augmentations salariales feront alors basculer des milliers de contribuables dans la tranche supérieure. Cela représente une augmentation conséquente pour un salarié au smic.
- Nouvelles attaques, sous le couvert fallacieux de lutter contre la fraude à la protection sociale :
 - Contre la Sécurité Sociale et le droit à la santé par l'instauration d'un 4^{ème} jour de carence pour les salariés du privé
 - Contre le statut de fonctionnaire par l'instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires
- Durcissement de la mise en œuvre de la contre réforme des retraites en avançant à 2017 les mesures prévues pour 2018

Sans oublier les mesures de régression qui s'ajoutent à ce plan :

- Les coupes budgétaires dans l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche, la culture et tous les services publics.
- Les attaques frontales contre le service public de la formation (AFPA, GRETA, CNAM).
- Les attaques contre les conventions collectives, contre le statut dont le récent projet de décret gouvernemental d'évaluation des enseignants est un nouvel exemple, projet dont la FERC-CGT demande le retrait.

Dans le même temps, et pendant que les salariés se tuent au travail, le gouvernement continue à distribuer les cadeaux fiscaux aux riches, les exonérations de cotisations sociales toujours plus importantes pour les patrons, mais aussi pour les grands groupes de services et industriels. Ces mesures prises à l'égard du patronat et des banques d'affaires ont eu pour conséquence de diminuer dans des proportions gigantesques les recettes de l'état et de faire s'envoler le déficit pendant la mandature du gouvernement Sarkozy/Fillon, (+85 milliards d'euros). Sans parler de la dette qui dorénavant s'élève à près de 1 700 milliards d'euros.

Le gouvernement et les organismes financiers sont seuls responsables de la dette et cette dette n'est en aucune sorte celle des salariés qui en sont tous victimes.

NON À L'AUSTÉRITÉ, ANNULLATION DU PLAN SARKOZY-FILLON ET DE TOUTES SES MESURES !